

INTERVIEW : **BOIDIEL OULD HOUMEID**

"Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué"



Dans notre dernière édition, nous avons publié "le débat africain de RFI" consacré à la Mauritanie, et qui avait réuni Boidiel Ould Houmeid, membre du bureau exécutif du PRDS à Me Yacoub Diallo du RFD. Des réactions sur les positions de Boidiel concernant des questions traitées, comme le passif humanitaire ont fusé de tous bords. Pour en savoir plus et surtout pour comprendre le devenir du PRDS, nous l'avons rencontré. Interview.

Nouakchott Info : Vos propos sur le passif humanitaire, lors du "Débat Africain" sur RFI ("Je crois qu'il ne faut pas revenir sur le passif ...") ont entraîné des réactions virulentes notamment de la part de Kane Hamidou Baba, le premier vice-président du RFD, qui a déclaré qu'ils sont "incohérents et imbéciles." Qu'en est-il ?

Boidiel Ould Houmeid : Oui, le débat sur RFI a porté, en effet, sur le passif humanitaire. Je dois dire que lorsque l'on parle de passif, il s'agit d'un bilan. Et donc, on ne peut pas parler de passif sans parler d'actif. Or

l'actif du PRDS ou de son président Maaouiya est un actif positif, donc le bilan est positif. Et quand l'actif est supérieur au passif en termes comptables, on ne parle que de résultats. Ce que nous avons essayé de dire lors de ce débat africain sur RFI, c'est que la Mauritanie est un pays africain, la Mauritanie est un pays du Tiers Monde qui a connu toutes les difficultés sur le plan politique et économique à l'image de son Continent et du Tiers Monde. J'ai dit que sur le plan politique, il y a eu des évolutions. J'ai dit que nous

avons connu le régime du parti unique, puis le régime d'exception à partir de 1978 et que depuis 1991, il y a eu le multipartisme avec une constitution semi-présidentielle où il y a la séparation des trois pouvoirs. Je pense que ceci est nouveau en Mauritanie. Certains pensent qu'il y a eu fraude mais nous savons et moi je sais que depuis l'avènement de la carte d'identité infalsifiable, il n'a plus jamais existé de fraude et je sais de quoi je parle, car j'ai été directeur de campagne à Nouadhibou, au Hodh Gharbi. Pour vérifier cela, je pense qu'il fallait voir, à l'époque, les meetings de Maaouiya. On vous dira que certains venaient parce que Maaouiya était Pouvoir, mais il était incontestable pour tout le monde que le PRDS était le parti majoritaire et il le reste.

J'y reviendrai peut-être plus loin, mais revenons au problème des négro-africains et au passif humanitaire. Je défie quiconque en Mauritanie qui connaît mieux ce dossier que moi et je dis qu'on ne doit pas, en m'adressant à Sidiki Kaba, Président de la FIDH, pendant le débat qu'il ne doit y avoir deux poids, deux mesures, qu'en 1989 lors des événements, il y avait 500.000 meures au Sénégal et je tiens ce chiffre des déclarations officielles des deux anciens présidents sénégalais Abdou Diouf et Léopold Sédar Senghor. Ces 500.000 meures qui détenaient d'énormes moyens financiers au Sénégal, ont tout perdu et je connais même des familles sénégalaises qui se sont enrichies des biens des mauritaniens et vous savez qu'il y a eu des morts. Aujourd'hui, il y a des mauritaniens qui ont la nationalité sénégalaise qui ont été expulsés et qui sont là. Donc, on ne peut pas poser les problèmes de 63.000 et laisser ceux de 500.000 et j'ai dit que c'est prendre partie et on peut même traiter cela d'autre chose quand ce sont des négro-africains au Sénégal qui posent le problème. Je ne répondrai pas à la provocation de Kane Hamidou Baba. Je lui dirai simplement, comme je le lui ai dit ce matin au téléphone qu'il est obligé de me respecter parce que j'ai les moyens de me faire respecter. Et je lui rappelle que quand je dis que je suis à un kilomètre de la frontière du Sénégal, c'est pour lui rappeler que je suis à sa droite. Parce qu'il y a des mauritaniens qui se disent mauritaniens et qui sont à sa gauche, c'est son cas à lui. Moi, je ne mâche pas mes mots : il habite à Pendaw, il est de Pendaw, plus précisément du village de N'diayène qu'il connaît très bien puisque c'est là-bas qu'il est né et je sais quand est-ce qu'il a falsifié ses papiers et où il les a fait. Ce n'est pas un Mauritanien et ça, je tiens à le dire et à le répéter. Il est obligé de me respecter. Il est bien du village de N'diayène, du côté gauche de la rive et moi, je suis du village de Ebden, je suis de N'diogo, je suis connu et je sais de quoi je parle quand je dis que je suis à un kilomètre de la frontière. Il y'en a qui sont à un kilomètre mais de l'autre côté et lui, en fait partie.

N.I.: Toute la classe politique, les leaders d'opinion, le peuple mauritanien et même la communauté internationale ont accordé crédit aux bonnes intentions du CMJD. Le PRDS n'est pas en reste et pourtant cela a été considéré comme une allégeance

aux nouvelles autorités du pays et une trahison du père fondateur du PRDS. Qu'en pensez-vous ?

B.O.H. : Comme je l'ai dit sur les ondes de RFI, il n'y a pas d'allégeance. Le Parti Républicain Démocratique et Social, dont j'ai été l'un des fondateurs et ai appartenu à sa première direction, est un parti où il y a toutes les couches de ce pays. Lorsqu'il y a eu le coup d'Etat, nous nous sommes réunis et avons fait une déclaration, connue de tout le monde où nous avons condamné le coup d'Etat et continuons à le condamner parce que nous sommes contre la prise du pouvoir par la force. Maintenant, quand le président du CMJD a rencontré les responsables des partis dont notre Secrétaire Général et a expliqué les objectifs des militaires et les raisons les ayant poussés à ce coup de force, nous avons adhéré à ces objectifs et nous soutenons ce programme parce que, comme ils l'ont dit et répété, ils ne sont pas venus pour exercer le pouvoir. Mais pour améliorer ce que nous avions et ce que nous avons est meilleur que tout ce qu'il y avait avant 1985. Ce que nous avons depuis 1991, c'est une Constitution presque parfaite et ils sont venus pour améliorer cela et nous sommes prêts à les y soutenir. Et je dis qu'en matière de démocratie, de liberté, l'objectif n'est jamais atteint, même dans les pays considérés comme étant les plus grandes démocraties. Vous avez vu le cas des Etats-Unis, lors de l'avant-dernière élection du président Bush-fils contre Al Gore. Ce dernier avait gagné les suffrages mais c'est l'autre qui a fini par remporter la victoire parce que le suffrage était indirect. En France, sous Mitterrand, Le Pen a eu plus de 20 députés à cause d'un système qui a fini par être supprimé parce que toute la classe politique ne voulait pas que Le Pen soit présent. Alors que chez nous, nous avons fait le système proportionnel amélioré pour que l'opposition entre au Parlement. Le système que nous avons répondu aux aspirations du peuple mauritanien et le CMJD est venu pour l'améliorer et nous sommes d'accord et le soutenons pour cela.

N.I. : Beaucoup de voix se lèvent aujourd'hui au sein même du PRDS pour demander l'élection d'une personnalité qui ne soit pas rejetée par la base, ce qui est peut-être difficile pour le bureau exécutif. D'autant plus que c'est de ce congrès du 21 octobre prochain où sera élu le nou-

veau patron que dépendra la survie du parti. Quelle réponse leur faites-vous ?

B.O.H. : Je dois dire qu'au PRDS, nous ne sommes pas pressés. Nous avons l'avantage d'avoir un parti qui est le plus grand du pays. C'est le seul parti qui est aujourd'hui présent partout, dans tous les campements et dans tous les villages de Mauritanie. C'est un parti où il y a, comme je l'ai dit plus haut, toutes les couches et composantes du pays. Parce que certains responsables politiques, comme Messaoud Ould Boukheir, demandent la dissolution du PRDS. Comment peut-on être démocrate et demander la dissolution d'un parti ? On vous garantit la transparence, vous assure la légalité et la justice et vous demandez la dissolution. De quoi avez-vous peur ? Quand on nous dit que le parti n'existe plus, ça, on le verra. Je dis également aux autres responsables politiques de partis qu'ils n'ont qu'à respecter le jeu démocratique et qu'ils ne doivent pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Nous avons une promesse d'avoir des élections transparentes, des élections libres et nous devons y aller tous. Comme je l'ai dit aux émissaires de l'Union Africaine, il y a un proverbe chez nous qui dit que "Tendga s'entre-connaît" (tendga mett arva). Nous nous connaissons tous et chacun sait d'où vient l'autre et ce qu'il a.

N.I. : La période de transition est une étape cruciale dont la responsabilité de la réussite incombe plus aux partis politiques. Surtout que le programme du CMJD vise à instaurer une démocratie véritable et à ramener le pays à la légalité constitutionnelle. Quel message feriez-vous à cette classe politique ?

B.O.H. : Nous devons dépasser le passé pour l'intérêt de l'avenir. Ceux qui croient que la Mauritanie, c'est le Soudan, se trompent. Il y a effectivement le Nord, il y a le Sud. Il y a ceux qui

habitent le Nord et ceux qui habitent le Sud. Même si le hasard a fait qu'au Nord du Soudan comme au Nord de la Mauritanie, vous avez des Arabes et qu'au Sud vous avez des négro-africains, nous, en Mauritanie, nous avons la chance, contrairement aux Soudanais, d'être tous des musulmans. Nous avons cette chance-là que nous devons saisir et le musulman, vous le savez, sait pardonner. Et tout ce qui peut lui arriver, il croit à la prédestination, en disant que cela était écrit. Nous disons tout le temps Inna Lillahi We Inna heyhi rajjouna. Donc, nous devons nous dépasser de nous-mêmes et nous tourner vers l'avenir. Revenir sur le passé, sur des problèmes qui ont déjà été amnistiés, ne règle aucun problème. Et si vous voyez que des mauritaniens sont là, alors qu'ils ont perdu tous leurs biens qu'ils ont accumulé des générations durant au Sénégal, les ont oubliés, sont venus et ont commencé à travailler, c'est parce qu'ils croient en Dieu. Ils pouvaient se regrouper ici et demander des indemnités mais ne l'ont pas fait. Ils sont là, avec la nationalité sénégalaise, en tant que mauritaniens. Tout le monde sait ce qu'ils avaient au Sénégal et ce qu'ils ont maintenant. Moi-même j'ai été victime de cela, mes parents aussi. Je suis pour qu'on dépasse ces problèmes, car dans la phase de transition présente, le rôle que doivent jouer les partis politiques est extrêmement important parce que la réussite de cette phase dépend de la classe politique. Il faut que les partis politiques soient responsables, qu'ils travaillent tous dans l'intérêt de la Mauritanie et ne soient pas les valets ou porte-parole d'autres pays ou d'autres puissances. Il faut qu'ils soient véritablement des mauritaniens et qu'ils agissent toujours dans l'intérêt de la Mauritanie. C'est le conseil que je donne à la classe politique.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED OULD KHATTAT